

COUR DU BANC DE LA REINE (DIVISION DE LA FAMILLE)

Centre de _____

ENTRE :

(nom au complet)

requérant(e)

– et –

(nom au complet)

intimé(e)

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ AUX CONDITIONS PRÉALABLES

Déposé par : le (la) requérant(e)
 l'intimé(e)

l'avocat(e) du (de la) requérant(e)
 l'avocat(e) de l'intimé(e)

Nom de l'avocat(e) ou de la partie
qui dépose le certificat

Adresse

N° de téléphone

N° de télécopieur

(La partie qui agit en son propre nom indique, aux fins de signification, son nom et son adresse avec mention de son code postal et de son numéro de téléphone.)

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ AUX CONDITIONS PRÉALABLES

Je suis _____
 (le [la] requérant[e]/l'intimé[e] ou l'avocat[e] du [de la] requérant[e] ou de l'intimé[e])

Dans la présente instance en matière familiale, les questions qui suivent sont réglées :

Demandes en vertu de la <i>Loi sur le divorce</i>	Demandes en vertu de la <i>Loi sur l'obligation alimentaire</i> ou de la <i>Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel</i>	Demandes portant sur des biens
<input type="checkbox"/> un divorce	<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit d'un conjoint ou d'un conjoint de fait	<input type="checkbox"/> égalisation des patrimoines familiaux nets
<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit d'un conjoint	<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — somme fixée selon la table	<input type="checkbox"/> partage inégal des éléments d'actif de la famille
<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — somme fixée selon la table	<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — autre somme que celle fixée selon la table	<input type="checkbox"/> éléments d'actif non partageables
<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — autre somme que celle fixée selon la table	<input type="checkbox"/> garde des enfants	<input type="checkbox"/> occupation exclusive de la résidence familiale
<input type="checkbox"/> garde des enfants	<input type="checkbox"/> droit de visite des enfants	<input type="checkbox"/> vente du domicile familial
<input type="checkbox"/> droit de visite des enfants	<input type="checkbox"/> mesure de protection	<input type="checkbox"/> autre (préciser)
<input type="checkbox"/> modification de l'ordonnance définitive	<input type="checkbox"/> déclaration de filiation	
<input type="checkbox"/> autre (préciser)	<input type="checkbox"/> modification de l'ordonnance définitive	
	<input type="checkbox"/> annulation, modification ou révocation d'une ordonnance de protection	
	<input type="checkbox"/> autre (préciser)	

(Cochez toutes les cases qui portent sur des demandes liées à l'instance en matière familiale et qui sont réglées.)

Dans la présente instance en matière familiale, les questions qui suivent sont toujours en litige :

Demandes en vertu de la <i>Loi sur le divorce</i>	Demandes en vertu de la <i>Loi sur l'obligation alimentaire</i> ou de la <i>Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel</i>	Demandes portant sur des biens
<input type="checkbox"/> un divorce	<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit d'un conjoint ou d'un conjoint de fait	<input type="checkbox"/> égalisation des patrimoines familiaux nets
<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit d'un conjoint	<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — somme fixée selon la table	<input type="checkbox"/> partage inégal des éléments d'actif de la famille
<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — somme fixée selon la table	<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — autre somme que celle fixée selon la table	<input type="checkbox"/> éléments d'actif non partageables
<input type="checkbox"/> ordonnance alimentaire au profit des enfants — autre somme que celle fixée selon la table	<input type="checkbox"/> garde des enfants	<input type="checkbox"/> occupation exclusive de la résidence familiale
<input type="checkbox"/> garde des enfants	<input type="checkbox"/> droit de visite des enfants	<input type="checkbox"/> vente du domicile familial
<input type="checkbox"/> droit de visite des enfants	<input type="checkbox"/> mesure de protection	<input type="checkbox"/> autre (préciser)
<input type="checkbox"/> modification de l'ordonnance définitive	<input type="checkbox"/> déclaration de filiation	
<input type="checkbox"/> autre (préciser)	<input type="checkbox"/> modification de l'ordonnance définitive	
	<input type="checkbox"/> annulation, modification ou révocation d'une ordonnance de protection	
	<input type="checkbox"/> autre (préciser)	

(Cochez toutes les cases qui portent sur des demandes liées à l'instance en matière familiale et qui n'ont pu être réglées.)

CONFORMITÉ AUX CONDITIONS PRÉALABLES

(Cochez toutes les cases applicables.)

CONDITIONS GÉNÉRALES

- La procédure écrite est close et ne fera pas l'objet de modifications. Dans le cas d'une motion ou d'une demande de modification, j'ai déposé tous les affidavits que j'avais l'intention de déposer.
- Les affidavits de signification ont été déposés à l'égard de tous les actes de procédure et autres documents qui doivent être signifiés à la partie adverse.
- Je n'ai pas l'intention de demander un interrogatoire préalable OU les interrogatoires préalables sont terminés ou leurs dates ont été fixées.
- Je n'ai pas l'intention de demander un contre-interrogatoire sur affidavit OU les contre-interrogatoires sur affidavit sont terminés ou leurs dates ont été fixées et les avis de contre-interrogatoire ont été signifiés.
- J'ai déposé la formule de déclaration financière (formule 70D).
- Les parties se sont rencontrées et ont tenté de régler les questions en litige OU une ordonnance du tribunal interdit la communication ou les contacts entre les parties.

CONDITIONS PARTICULIÈRES : INSTANCES PORTANT SUR LES DEMANDES D'ALIMENTS OU DE MODIFICATION D'UNE ORDONNANCE ALIMENTAIRE

- Une preuve du revenu, toutes sources de revenus confondues, a été déposée pour la période allant du début de l'année à la date du présent certificat.
- Une copie des imprimés provenant de l'Agence du revenu du Canada donnant le revenu et les déductions fiscales ou une copie des déclarations fiscales des trois dernières années consécutives a été déposée.
- Je ne demande ni remise, ni modification, ni suspension de l'arriéré OU une copie des imprimés provenant de l'Agence du revenu du Canada donnant le revenu et les déductions fiscales ou une copie des déclarations fiscales pour chaque année pour laquelle je demande une remise, une modification ou une suspension de l'arriéré a été déposée.
- J'ai fait toutes les demandes nécessaires à l'obtention des renseignements financiers et j'ai reçu ces renseignements ou, si je ne les ai pas encore reçus, j'ai obtenu une ordonnance relative à la divulgation financière.
- Un affidavit de signification des actes de procédure au directeur des Programmes d'aide a été déposé (disposition applicable uniquement dans les cas de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants ou pour conjoint).

CONDITIONS PARTICULIÈRES : INSTANCES PORTANT SUR LA GARDE DES ENFANTS OU LES DROITS DE VISITE

- Une preuve de participation au programme d'information pour les parents « Pour l'amour des enfants » a été déposée OU je demande la modification de la garde ou de l'accès et la participation à ce programme n'est pas requise.
- Une entente parentale écrite a été déposée.
- Il n'y a pas eu de médiation OU la médiation a eu lieu et le rapport ou une lettre du médiateur a été déposé.
- Une évaluation de la garde des enfants ou du droit de visite n'est pas demandée OU un rapport d'évaluation de la garde des enfants ou du droit de visite a été déposé ou l'évaluation est en cours.

CONDITIONS PARTICULIÈRES : INSTANCES PORTANT SUR DES BIENS

- Une déclaration comparative des biens familiaux (formule 70D.5) a été déposée.
- J'ai fait toutes les demandes nécessaires à l'obtention des renseignements financiers et j'ai reçu ces renseignements; si je ne les ai pas encore reçus, j'ai obtenu une ordonnance relative à la divulgation financière.
- La date de la cohabitation ou celle de la séparation n'est pas en litige OU si elle l'est, une ordonnance de renvoi a été obtenue sur la question et les parties ont reçu la recommandation d'un conseiller-maître sur ces questions.
- Le partage ou la vente d'un bien réel n'est pas demandé OU dans le cas contraire, un affidavit de signification des actes de procédure au créancier hypothécaire ou à tout autre titulaire d'un intérêt enregistré sur le bien a été déposé.

DOCUMENTATION PARTICULIÈRE ET OBLIGATIONS DE SIGNIFICATION

S'il y a lieu, les documents qui suivent ont été déposés :

Divorce

- Certificat de mariage ou engagement de l'avocat(e) de déposer le certificat de mariage.

Déclaration de filiation

- Certificat de naissance ou de recherche de bulletin d'enregistrement de naissance ou engagement de l'avocat(e) de le déposer.
- Affidavit de signification des actes de procédure au directeur des services à l'enfant et à la famille.

Ordonnances de protection

- La transcription a été demandée ou déposée, si une requête en annulation ou en modification d'une ordonnance de protection a été présentée.
- Lettre des Services aux victimes, si le (la) requérant(e) a présenté une requête en révocation d'une ordonnance de protection.

ATTESTATION DE L'AVOCAT(E)

- J'ATTESTE QUE LES CONDITIONS PRÉALABLES QUI PRÉCÈDENT SONT RÉUNIES. J'AFFIRME ÉGALEMENT QUE J'AI AVISÉ MON CLIENT (MA CLIENTE) QU'IL (ELLE) DOIT ÊTRE PRÉSENT(E) À LA CONFÉRENCE DE TRIAGE ET QU'EN CAS DE DÉFAUT, UNE ORDONNANCE POURRAIT ÊTRE RENDUE EN SON ABSENCE MÊME SI JE SUIS PRÉSENT(E) EN SON NOM.

Date (jour/mois/année)

Signature de l'avocat(e)

ATTESTATION DE LA PARTIE NON REPRÉSENTÉE PAR AVOCAT

- J'ATTESTE QUE LES CONDITIONS PRÉALABLES QUI PRÉCÈDENT SONT RÉUNIES. J'AFFIRME ÉGALEMENT QUE JE COMPRENDS QUE JE DOIS ÊTRE PRÉSENT(E) À LA CONFÉRENCE DE TRIAGE ET QU'EN CAS DE DÉFAUT, UNE ORDONNANCE POURRAIT ÊTRE RENDUE CONTRE MOI SANS AUTRE PRÉAVIS.

Date (jour/mois/année)

Signature de la partie